

TREATY SERIES No. 27 (1923).

997

CONVENTION
AND
STATUTE
ON
FREEDOM OF TRANSIT.

Signed at Barcelona, April 20, 1921.

Presented to Parliament by Command of His Majesty.



LONDON :

PRINTED & PUBLISHED BY HIS MAJESTY'S STATIONERY OFFICE

To be purchased through any Bookseller or directly from H.M. STATIONERY OFFICE
at the following addresses : Imperial House, Kingsway, London, W.C.2, and
28 Abingdon Street, London, S.W.1; York Street, Manchester;
1 St. Andrew's Crescent, Cardiff; or
120 George Street, Edinburgh.

1923

Price 6d. Net.

Cmd. 1992.

Convention et Statut sur la Liberté du Transit.

Barcelone, le 20 avril 1921.

L'ALBANIE, l'Autriche, la Belgique, la Bolivie, le Brésil, la Bulgarie, le Chili, la Chine, la Colombie, le Costa-Rica, Cuba, le Danemark, l'Empire britannique (avec la Nouvelle-Zélande et les Indes), l'Espagne, l'Esthonie, la Finlande, la France, la Grèce, le Guatémala, Haïti, le Honduras, l'Italie, le Japon, la Lettonie, la Lithuanie, le Luxembourg, la Norvège, le Panama, le Paraguay, les Pays-Bas, la Perse, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, l'État serbe-croate-slovène, la Suède, la Suisse, la Tchécoslovaquie, l'Uruguay et le Vénézuéla :

Désireux d'assurer la garantie et le maintien de la liberté des communications et du transit,

Considérant qu'en ces matières, c'est par le moyen de conventions générales, auxquelles d'autres Puissances pourront adhérer ultérieurement, qu'ils seront le mieux à même de réaliser les intentions de l'article 23 (e) du Pacte de la Société des Nations,

Reconnaissant qu'il importe de proclamer et de régler le droit de libre transit comme un des meilleurs moyens de développer la coopération entre les États, sans préjudice de leurs droits de souveraineté ou d'autorité sur les voies affectées au transit,

Ayant accepté l'invitation de la Société des Nations de participer à une Conférence réunie à Barcelone le 10 mars, et ayant pris connaissance de l'acte final de cette Conférence,

Soucieux de mettre en vigueur, dès à présent, les dispositions du Statut applicable au transit par voie ferrée et par voie d'eau qui a été adopté,

Voulant conclure une Convention à cet effet, les Hautes Parties contractantes ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

Le Président du Conseil Suprême de l'Albanie :

Monseigneur Fan S. Noli, Député au Parlement ;

Le Président de la République d'Autriche :

M. Henri Reinhardt, Conseiller ministériel ;

Sa Majesté le Roi des Belges :

M. Xavier Neujean, Membre de la Chambre des Représentants, Ministre des Chemins de fer, de la Marine, des Postes et des Télégraphes ;

Le Président de la République de Bolivie :

M. Trifon Melean, Consul général de la Bolivie en Espagne ;

Sa Majesté le Roi de Bulgarie :

M. Lubin Bochkoff, Ingénieur civil, adjoint au Directeur général des Chemins de fer et des Ports ;

Le Président de la République du Chili :

Señor Manuel Rivas Vicuña, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire ;

Convention and Statute on Freedom of Transit.

Barcelona, April 20, 1921.

ALBANIA, Austria, Belgium, Bolivia, Brazil, Bulgaria, Chile, China, Colombia, Costa Rica, Cuba, Denmark, the British Empire (with New Zealand and India), Spain, Esthonia, Finland, France, Greece, Guatemala, Haiti, Honduras, Italy, Japan, Latvia, Lithuania, Luxemburg, Norway, Panama, Paraguay, the Netherlands, Persia, Poland, Portugal, Roumania, the Serb-Croat-Slovene State, Sweden, Switzerland, Czecho-Slovakia, Uruguay and Venezuela :

Desirous of making provision to secure and maintain freedom of communications and of transit,

Being of opinion that in such matters general conventions to which other Powers may accede at a later date constitute the best method of realising the purpose of Article 23 (e) of the Covenant of the League of Nations,

Recognising that it is well to proclaim the right of free transit and to make regulations thereon as being one of the best means of developing co-operation between States without prejudice to their rights of sovereignty or authority over routes available for transit,

Having accepted the invitation of the League of Nations to take part in a Conference at Barcelona which met on the 10th March 1921, and having taken note of the final Act of such Conference,

Anxious to bring into force forthwith the provisions of the Regulations relating to transit by rail or waterway adopted thereat,

Wishing to conclude a Convention for this purpose, the High Contracting Parties have appointed as their Plenipotentiaries :

The President of the Supreme Council of Albania :

Monsieur Fan S. Noli, Member of Parliament :

The President of the Republic of Austria :

M. Henri Reinhardt, Ministerial Councillor :

His Majesty the King of the Belgians :

M. Xavier Neujean, Member of the Chamber of Representatives, Minister of Railways, Marine, Posts and Telegraphs ;

The President of the Republic of Bolivia :

M. Trifon Melean, Bolivian Consul-General in Spain :

His Majesty the King of Bulgaria :

M. Lubin Bochkoff, Civil Engineer, Assistant to the Director General of Railways and Ports ;

The President of the Republic of Chile :

Señor Manuel Rivas Vicuña, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

- Le Président de la République Chinoise :
M. Ouang Yong-Pao, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire ;
- Sa Majesté le Roi de Danemark et d'Islande :
M. Peter Andreas Holck-Colding, Chef de bureau du Ministère des Travaux publics ;
- Sa Majesté le Roi d'Espagne :
Señor Don Emilio Ortuño y Berte, Membre de la Chambre des députés, ancien Ministre des Travaux publics ;
- Le Président de la République Esthonienne :
M. Charles Robert Pusta, Ministre plénipotentiaire ;
- Le Président de la République de Finlande :
M. Rolf Thesleff, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire ;
- Le Président de la République Française :
M. Maurice Sibille, Député, Membre du Comité consultatif des Chemins de fer français ;
- Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes :
Sir Hubert Llewellyn Smith, G.C.B., Conseiller économique du Gouvernement,
et pour le Dominion de la Nouvelle-Zélande :
Sir Hubert Llewellyn Smith, G.C.B. ;
- Pour l'Inde :
Sir Louis James Kershaw, K.C.S.I., C.I.E., Secrétaire du Département des Finances et de la Statistique de l'Office de l'Inde ;
- Sa Majesté le Roi des Hellènes :
M. Pierre Scassi, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté hellénique en Espagne ;
- Le Président de la République de Guatémala :
M. le Dr. Norberto Galvez, Consul général de Guatémala à Barcelone ;
- Sa Majesté le Roi d'Italie :
M. Paolo Bignami, Ingénieur, Député au Parlement, ancien Sous-Secrétaire d'État ;
- Sa Majesté l'Empereur du Japon :
M. Matsuda, Ministre plénipotentiaire, Conseiller de l'Ambassade du Japon à Paris ;
- Le Président de la République de Lettonie :
M. Germain Albat, Sous-Secrétaire d'État aux Affaires Étrangères ;
- Le Président de la République Lithuanienne :
M. V. Sidzikauskas, Chargé d'Affaires à Berne ;
- Son Altesse Royale la Grande-Duchesse de Luxembourg :
M. Antoine Lefort, Chargé d'Affaires à Berne ;
- Sa Majesté le Roi de Norvège :
M. le Dr. Fridtjof Nansen, Professeur à l'Université de Christiania ;

The President of the Republic of China :

M. Ouang Yong-Pao, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

His Majesty the King of Denmark and of Iceland :

M. Peter Andreas Holck-Colding, Chef de Bureau in the Ministry of Public Works ;

His Majesty the King of Spain :

Señor Don Emilio Ortuño y Berte, Member of the Chamber of Deputies, formerly Minister of Public Works ;

The President of the Esthonian Republic :

M. Charles Robert Pusta, Minister Plenipotentiary ;

The President of the Republic of Finland :

M. Rolf Thesleff, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

The President of the French Republic :

M. Maurice Sibille, Deputy, Member of the Comité consultatif des Chemins de fer français ;

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India :

Sir Hubert Llewellyn Smith, G.C.B., Economic Adviser to the Government ;

and for the Dominion of New Zealand :

Sir Hubert Llewellyn Smith, G.C.B. ;

For India :

Sir Louis James Kershaw, K.C.S.I., C.I.E., Secretary in the Revenue and Statistics Department in the India Office ;

His Majesty the King of the Hellenes :

M. Pierre Scassi, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of His Hellenic Majesty in Spain ;

The President of the Republic of Guatemala :

Dr. Norberto Galvez, Guatemalan Consul-General at Barcelona ;

His Majesty the King of Italy :

M. Paolo Bignami, Engineer, Member of the Chamber of Deputies, formerly Under-Secretary of State ;

His Majesty the Emperor of Japan :

M. Matsuda, Minister Plenipotentiary, Counsellor of the Japanese Embassy in Paris ;

The President of the Republic of Latvia :

M. Germain Albat, Under-Secretary of State for Foreign Affairs ;

The President of the Lithuanian Republic :

M. V. Sidzikauskas, Chargé d'Affaires at Berne ;

Her Royal Highness the Grand-Duchess of Luxemburg :

M. Antoine Lefort, Chargé d'Affaires at Berne ;

His Majesty the King of Norway :

Dr. Fridtjof Nansen, Professor in Christiania University ;

- Le Président de la République de Panama :
 M. le Dr. Evenor Hazera, Consul général de Panama pour l'Espagne, ancien Sous-Secrétaire d'Etat ;
- Sa Majesté la Reine des Pays-Bas :
 M. le Jonkhéer van Panhuys, Ministre plénipotentiaire ;
- Sa Majesté Impériale le Shah de Perse :
 S.E. Mirza Hussein Khan Alaï, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Perse en Espagne ;
- Le Président de la République Polonaise :
 M. Joseph Wielowieyski ;
- Le Président de la République Portugaise :
 M. Alfredo Freire d'Andrade, ancien Ministre des Affaires Etrangères ;
- Sa Majesté le Roi de Roumanie :
 M. E. Margaritescu Grecianu, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire ;
- Sa Majesté le Roi des Serbes, Croates et Slovènes :
 M. Ante Tresich-Pavichich, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire en Espagne et au Portugal ;
- Sa Majesté le Roi de Suède :
 M. Fredrik V. Hansen, Directeur général des Forces hydrauliques et des Canaux de l'Etat ;
- Le Président de la Confédération Suisse :
 M. Giuseppe Motta, Conseiller fédéral, Chef du Département Politique fédéral ;
- Le Président de la République Tchécoslovaque :
 M. le Dr. Otokar Lankas, Conseiller ministériel et Directeur du Service des Transports au Ministère des Chemins de fer ;
- Le Président de la République Orientale de l'Uruguay :
 M. Benjamin Fernandez y Medina, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire en Espagne ;

Lesquels, après avoir communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE 1^{er}.

Les Hautes Parties Contractantes déclarent accepter le statut ci-annexé relatif à la Liberté du Transit, adopté par la Conférence de Barcelone, le 14 avril 1921.

Ce statut sera considéré comme faisant partie intégrante de la présente Convention. En conséquence, elles déclarent accepter les obligations et engagements dudit Statut, conformément aux termes et suivant les conditions qui y figurent.

ARTICLE 2.

La présente Convention ne porte en rien atteinte aux droits et obligations qui résultent des dispositions du Traité de Paix, signé à Versailles le 28 juin 1919, ou des dispositions des autres Traités.

The President of the Republic of Panama :

Dr. Evenor Hazera, Consul-General for Panama in Spain,
formerly Under-Secretary of State ;

Her Majesty the Queen of the Netherlands :

Jonkheer van Panhuys, Minister Plenipotentiary ;

His Imperial Majesty the Shah of Persia :

His Excellency Mirza Hussein Khan Alaï, Envoy Extra-
ordinary and Minister Plenipotentiary to Spain ;

The President of the Polish Republic :

M. Joseph Wielowieyski ;

The President of the Portuguese Republic :

M. Alfredo Freire d'Andrade, formerly Minister for Foreign
Affairs ;

His Majesty the King of Roumania :

M. E. Margaritescu Grecianu, Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary ;

His Majesty the King of the Serbs, Croats and Slovenes :

Dr. Ante Tresich-Pavichich, Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary to Spain and Portugal ;

His Majesty the King of Sweden :

M. Fredrik V. Hansen, Director-General of Hydraulic Power
and State Canals ;

The President of the Swiss Confederation :

M. Giuseppe Motta, Federal Councillor, Chief of the Federal
Political Department ;

The President of the Czecho-Slovak Republic :

Dr. Otokar Lankas, Ministerial Councillor and Director of
Transport in the Ministry of Railways ;

The President of the Oriental Republic of Uruguay :

M. Benjamin Fernandez y Medina, Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary to Spain ;

Who, after communicating their full powers found in good and
due form, have agreed as follows :

ARTICLE 1.

The High Contracting Parties declare that they accept the
Statute on Freedom of Transit annexed hereto, adopted by the
Barcelona Conference on the 14th April 1921.

This Statute will be deemed to constitute an integral part of the
present Convention. Consequently, they hereby declare that they
accept the obligations and undertakings of the said Statute in
conformity with the terms and in accordance with the conditions set
out therein.

ARTICLE 2.

The present Convention does not in any way affect the rights and
obligations arising out of the provisions of the Treaty of Peace signed
at Versailles on the 28th June 1919, or out of the provisions of the

analogues, en ce qui concerne les Puissances signataires ou bénéficiaires de ces traités.

ARTICLE 3.

La présente Convention, dont les textes français et anglais font également foi, portera la date de ce jour et pourra être signée jusqu'au 1^{er} décembre 1921.

ARTICLE 4.

La présente Convention est sujette à ratification. Les instruments de ratification seront transmis au Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera la réception aux autres Membres de la Société, ainsi qu'aux États admis à signer la Convention. Les instruments de ratification seront déposés aux archives du Secrétariat.

Pour déférer aux prescriptions de l'article 18 du Pacte de la Société des Nations, le Secrétaire général procédera à l'enregistrement de la présente Convention, dès le dépôt de la première ratification.

ARTICLE 5.

Les Membres de la Société des Nations qui n'auront pas signé la présente Convention avant le 1^{er} décembre 1921 pourront y adhérer.

Il en sera de même des États non Membres de la Société, auxquels le Conseil de la Société aurait décidé de donner communication officielle de la présente Convention.

L'adhésion sera notifiée au Secrétaire général de la Société, qui informera toutes les Puissances intéressées de l'adhésion et de la date à laquelle celle-ci a été notifiée.

ARTICLE 6.

La présente Convention n'entrera en vigueur qu'après avoir été ratifiée par cinq Puissances. La date de son entrée en vigueur sera le quatre-vingt-dixième jour après la réception par le Secrétaire général de la Société des Nations de la cinquième ratification. Ultérieurement, la présente Convention prendra effet, en ce qui concerne chacune des Parties, quatre-vingt-dix jours après la réception de la ratification ou de la notification de l'adhésion.

Dès l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Secrétaire général en adressera une copie conforme aux Puissances non Membres de la Société, qui, en vertu des Traités de Paix, se sont engagées à y adhérer.

ARTICLE 7.

Un recueil spécial sera tenu par le Secrétaire général de la Société des Nations, indiquant quelles Parties ont signé ou ratifié la présente Convention, y ont adhéré ou l'ont dénoncée. Ce recueil sera con-

other corresponding Treaties, in so far as they concern the Powers which have signed, or which benefit by, such Treaties.

ARTICLE 3.

The present Convention, of which the French and English texts are both authentic, shall bear this day's date and shall be open for signature until the 1st December 1921.

ARTICLE 4.

The present Convention is subject to ratification. The instruments of ratification shall be transmitted to the Secretary-General of the League of Nations, who will notify the receipt of them to the other Members of the League and to States admitted to sign the Convention. The instruments of ratification shall be deposited in the archives of the Secretariat.

In order to comply with the provisions of Article 18 of the Covenant of the League of Nations, the Secretary-General will register the present Convention upon the deposit of the first ratification.

ARTICLE 5.

Members of the League of Nations which have not signed the present Convention before the 1st December, 1921, may accede to it.

The same applies to States not Members of the League to which the Council of the League may decide officially to communicate the present Convention.

Accession will be notified to the Secretary-General of the League, who will inform all Powers concerned of the accession and of the date on which it was notified.

ARTICLE 6.

The present Convention will not come into force until it has been ratified by five Powers. The date of its coming into force shall be the ninetieth day after the receipt by the Secretary-General of the League of Nations of the fifth ratification. Thereafter the present Convention will take effect in the case of each Party ninety days after the receipt of its ratification or of the notification of its accession.

Upon the coming into force of the present Convention, the Secretary-General will address a certified copy of it to the Powers not Members of the League which are bound under the Treaties of Peace to accede to it.

ARTICLE 7.

A special record shall be kept by the Secretary-General of the League of Nations, showing which of the Parties have signed, ratified, acceded to or denounced the present Convention. This

stamment ouvert aux Membres de la Société et publication en sera faite aussi souvent que possible, suivant les indications du Conseil.

ARTICLE 8.

Sous réserve des dispositions de l'article 2 de la présente Convention, celle-ci peut être dénoncée par l'une quelconque des Parties, après l'expiration d'un délai de cinq ans, à partir de la date de son entrée en vigueur pour ladite Partie. La dénonciation sera faite sous forme de notification écrite, adressée au Secrétaire général de la Société des Nations. Copie de cette notification, informant toutes les autres parties de la date à laquelle elle a été reçue, leur sera immédiatement transmise par le Secrétaire général.

La dénonciation prendra effet un an après la date à laquelle elle aura été reçue par le Secrétaire général et ne sera opérante qu'en ce qui concerne la Puissance qui l'aura notifiée.

ARTICLE 9.

La révision de la présente Convention peut être demandée à toute époque par un tiers des Hautes Parties Contractantes.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susnommés ont signé la présente Convention.

Fait à Barcelone, le vingt avril mil neuf cent vingt-et-un, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives de la Société des Nations.

FAN S. NOLI.
 REINHARDT.
 XAVIER NEUJEAN.
 TRIFON MELEAN.
 L. BOCHKOFF.
 MANUEL RIVAS VICUNA.
 OUANG YONG-PAO.
 A. HOLCK-COLDING.
 H. LEWELLYN SMITH.

Sous réserve de la déclaration insérée
 au procès-verbal de la Séance du
 19 avril 1921, relative aux Dominions
 britanniques non représentés à la
 Conférence de Barcelone.*

* Le texte de la déclaration est le suivant :

"Au moment de signer cette convention comme représentant de l'Empire britannique, je déclare que ma signature ne lie pas les Dominions britanniques du Canada, de l'Australie et de l'Afrique du Sud qui sont individuellement Membres de la Société des Nations et n'ont pas envoyé de représentants à cette Conférence. Le droit pour chacun de ces trois Dominions, de signer la Convention ou d'y adhérer à une date ultérieure, est réservé, et il est entendu qu'à défaut de leur signature ou adhésion, ils n'auront pas droit au bénéfice de la Convention.

"Je me réserve également le droit de déclarer, au moment de la ratification, si oui ou non la ratification comprend le Dominion de Terre-Neuve. S'il n'est pas compris dans la ratification, le Dominion de Terre-Neuve n'aura pas droit au bénéfice de la Convention."

record shall be open to the Members of the League at all times; it shall be published as often, as possible in accordance with the directions of the Council.

ARTICLE 8.

Subject to the provisions of Article 2 of the present Convention, the latter may be denounced by any Party thereto after the expiration of five years from the date when it came into force in respect of that Party. Denunciation shall be effected by notification in writing addressed to the Secretary-General of the League of Nations. Copies of such notification shall be transmitted forthwith by him to all other Parties, informing them of the date on which it was received.

The denunciation shall take effect one year after the date on which it was notified to the Secretary-General, and shall operate only in respect of the notifying Power.

ARTICLE 9.

A request for the revision of the present Convention may be made at any time by one-third of the High Contracting Parties.

In faith whereof the above-named Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done at Barcelona the twentieth day of April one thousand nine hundred and twenty-one, in a single copy which shall remain deposited in the archives of the League of Nations.

FAN S. NOLI.
REINHARDT.
XAVIER NEUJEAN.
TRIFON MELEAN.
L. BOCHKOFF.
MANUEL RIVAS VICUNA.
OUANG YONG-PAO.
A. HOLCK-COLDING.
H. LLEWELLYN SMITH.

Subject to the declaration inserted in the *procès-verbal* of the meeting of April 19th, 1921, as to the British Dominions which have not been represented at the Barcelona Conference.*

* The text of the Declaration reads as follows:—

“At the time of signing this Convention, and as representative of the British Empire, I declare that my signature is not binding upon the British Dominions of Canada, Australia and South Africa, which are individual members of the League of Nations and have not sent representatives to this Conference. The right of each of these three Dominions to sign the Convention, or to accede to it at a later date, is reserved, it being understood that, if they do not sign or accede to it, they shall not be entitled to benefit by the Convention.

“I also reserve the right to declare, at the time of ratification, whether the ratification includes the Dominion of Newfoundland. If it is not included in the ratification, the Dominion of Newfoundland will not be entitled to benefit by the Convention.”

H. LEWELLYN SMITH.
 E. J. KERSHAW.
 E. ORTUÑO.
 C. R. PUSTA.
 ROLF THESLEFF.
 MAURICE SIBILLE.
 P. SCASSI.
 N. GALVÉZ S.
 PAOLO BIGNAMI.
 M. MATSUDA.
 GERMAIN ALBAT.
 V. SIDZIKAUSKAS.
 LEFORT.
 FRIDTJOF NANSEN.
 EVENOR HAZERA.
 VAN PANHUYS.
 HUSSEIN KHAN ALAI.
 JOSEPH WIELOVIEYSKI.
 A. FREIRE D'ANDRADE.
 E. MARGARITESCO GRECIANU.
 ANTE TRESICH-PAVICIC.
 FREDRIK HANSEN.
 MOTTA.
 Dr. LANKAS OTOKAR.
 B. FERNANDEZ Y MEDINA.

Statut sur la Liberté du Transit.

ARTICLE 1^{er}.

SERONT considérés comme en transit à travers les territoires placés sous la souveraineté ou l'autorité de l'un quelconque des États contractants, les personnes, bagages, marchandises, ainsi que les navires, bateaux, voitures, wagons ou autres instruments de transport, dont le trajet par lesdits territoires, accompli avec ou sans transbordement, avec ou sans mise en entrepôt, avec ou sans rupture de charge, avec ou sans changement de mode de transport, n'est que la fraction d'un trajet total, commencé et devant être terminé en dehors des frontières de l'État à travers le territoire duquel le transit s'effectue.

Les transports de cette nature seront désignés dans le présent Statut sous le nom de "transports en transit."

ARTICLE 2.

Sous réserve des autres stipulations du présent Statut, les mesures de réglementation et d'exécution prises par les États contractants, en ce qui concerne les transports effectués à travers les territoires placés sous leur souveraineté ou leur autorité, faciliteront

H. LLEWELLYN SMITH.
 L. J. KERSHAW.
 E. ORTUÑO.
 C. R. PUSTA.
 ROLF THESLEFF.
 MAURICE SIBILLE.
 P. SCASSI.
 N. GALVEZ S.
 PAOLO BIGNAMI.
 M. MATSUDA.
 GERMAIN ALBAT.
 V. SIDZIKAUSKAS.
 LEFORT.
 FRIDTJOF NANSEN.
 EVENOR HAZERA.
 VAN PANHUY.
 HUSSEIN KHAN ALAI.
 JOSEPH WIELOVIEYSKI.
 A. FREIRE D'ANDRADE.
 E. MARGARITESCO GRECIANU.
 ANTE TRESICH-PAVICIC.
 FREDRIK HANSEN.
 MOTTA.
 Dr. LANKAS OTOKAR.
 B. FERNANDEZ Y MEDINA.

Statute on Freedom of Transit.

ARTICLE 1.

PERSONS, baggage and goods, and also vessels, coaching and goods stock, and other means of transport, shall be deemed to be in transit across territory under the sovereignty or authority of one of the Contracting States, when the passage across such territory, with or without transshipment, warehousing, breaking bulk, or change in the mode of transport, is only a portion of a complete journey, beginning and terminating beyond the frontier of the State across whose territory the transit takes place.

'Traffic of this nature is termed in this Statute "traffic in transit."

ARTICLE 2.

Subject to the other provisions of this Statute, the measures taken by Contracting States for regulating and forwarding traffic across territory under their sovereignty or authority shall facilitate free transit by rail or waterway on routes in use convenient for

le libre transit, par voie ferrée et par voie d'eau, sur les voies en service appropriées au transit international. Il ne sera fait aucune distinction, tirée soit de la nationalité des personnes, soit du pavillon des navires ou bateaux, soit des points d'origine, de provenance, d'entrée, de sortie ou de destination, soit de toute considération relative à la propriété des marchandises, des navires, bateaux, voitures, wagons ou autres instruments de transport.

En vue d'assurer l'application des dispositions du présent article, les États contractants autoriseront le transit à travers leurs eaux territoriales, conformément aux conditions et réserves d'usage.

ARTICLE 3.

Les transports en transit ne seront soumis à aucuns droits ou taxes spéciaux à raison de leur transit (entrée et sortie comprises). Toutefois, pourront être perçus sur ces transports en transit, des droits ou taxes exclusivement affectés à couvrir les dépenses de surveillance et d'administration qu'imposerait ce transit. Le taux de tous droits ou taxes de cette nature devra correspondre, autant que possible, à la dépense qu'ils ont pour objet de couvrir, et lesdits droits ou taxes seront appliqués dans les conditions d'égalité définies à l'article précédent, sauf que, sur certaines voies, ces droits ou taxes pourront être réduits ou même supprimés, à raison de différences dans le coût de la surveillance.

ARTICLE 4.

Les États contractants s'engagent à appliquer aux transports en transit, sur les voies exploitées ou administrées par des services d'État ou concédés, quels que soient les points de départ ou de destination des transports, des tarifs équitables, tant par leur taux que par les conditions de leur application et compte tenu des conditions de trafic, ainsi que des considérations de la concurrence commerciale entre voies de transport. Ces tarifs devront être établis de façon à faciliter, autant que possible, le trafic international. Nulle rémunération, facilité ou restriction ne devra dépendre, directement ou indirectement, de la nationalité ou de la qualité du propriétaire du navire ou de tout autre instrument de transport qui aurait été ou devrait être employé pendant une partie quelconque du trajet total.

ARTICLE 5.

Aucun des États contractants ne sera tenu, par le présent Statut, d'assurer le transit des voyageurs dont l'entrée sur ses territoires sera prohibée ou des marchandises d'une catégorie dont l'importation est interdite, soit pour raison de santé ou de sécurité publiques, soit comme précaution contre les maladies des animaux ou des végétaux.

Chaque État contractant aura le droit de prendre les précautions nécessaires pour s'assurer que les personnes, bagages, marchandises, et notamment les marchandises soumises à un monopole, les navires, bateaux, voitures, wagons ou autres instruments de transport, sont réellement en transit, ainsi que pour s'assurer que les voyageurs en

international transit. No distinction shall be made which is based on the nationality of persons, the flag of vessels, the place of origin, departure, entry, exit or destination, or on any circumstances relating to the ownership of goods or of vessels, coaching or goods stock or other means of transport.

In order to ensure the application of the provisions of this Article, Contracting States will allow transit in accordance with the customary conditions and reserves across their territorial waters.

ARTICLE 3.

Traffic in transit shall not be subject to any special dues in respect of transit (including entry and exit). Nevertheless, on such traffic in transit there may be levied dues intended solely to defray expenses of supervision and administration entailed by such transit. The rate of any such dues must correspond as nearly as possible with the expenses which they are intended to cover, and the dues must be imposed under the conditions of equality laid down in the preceding Article, except that on certain routes, such dues may be reduced or even abolished on account of differences in the cost of supervision.

ARTICLE 4.

The Contracting States undertake to apply to traffic in transit on routes operated or administered by the State or under concession, whatever may be the place of departure or destination of the traffic, tariffs which, having regard to the conditions of the traffic and to considerations of commercial competition between routes, are reasonable as regards both their rates and the method of their application. These tariffs shall be so fixed as to facilitate international traffic as much as possible. No charges, facilities or restrictions shall depend, directly or indirectly, on the nationality or ownership of the vessel or other means of transport on which any part of the complete journey has been or is to be accomplished.

ARTICLE 5.

No Contracting State shall be bound by this Statute to afford transit for passengers whose admission into its territories is forbidden, or for goods of a kind of which the importation is prohibited, either on grounds of public health or security, or as a precaution against diseases of animals or plants.

Each Contracting State shall be entitled to take reasonable precautions to ensure that persons, baggage and goods, particularly goods which are the subject of a monopoly, and also vessels, coaching and goods stock and other means of transport, are really in transit, as well as to ensure that passengers in transit are in a

transit sont en mesure de terminer leur voyage et pour éviter que la sécurité des voies et moyens de communication soit compromise.

Rien, dans le présent Statut, ne saurait affecter les mesures qu'un quelconque des États contractants est ou pourra être amené à prendre en vertu de conventions internationales générales auxquelles il est partie, ou qui pourraient être conclues ultérieurement, en particulier celles conclues sous les auspices de la Société des Nations, relativement au transit, à l'exportation ou à l'importation d'une catégorie particulière de marchandises, telles que l'opium ou autres drogues nuisibles, les armes ou le produit de pêcheries, ou bien de conventions générales qui auraient pour objet de prévenir toute infraction aux droits de propriété industrielle, littéraire ou artistique, ou qui auraient trait aux fausses marques, fausses indications d'origine ou autres méthodes de commerce déloyal.

Dans le cas où des services de traction monopolisés seraient établis sur les voies navigables utilisées pour le transit, l'organisation de ces services devra être telle qu'elle n'apporte pas d'entrave au transit des navires et bateaux.

ARTICLE 6.

Le présent Statut n'impose à aucun des États contractants une obligation nouvelle, du fait des présentes stipulations, d'accorder le libre transit aux ressortissants, ainsi qu'à leurs bagages, ou au pavillon d'un État non contractant, ni aux marchandises, voitures, wagons ou autres instruments de transport ayant pour État de provenance, d'entrée, de sortie ou de destination, un État non contractant, sauf les cas où des motifs valables seraient invoqués en faveur d'un tel transit, par l'un quelconque des autres États contractants intéressés... Il est entendu, pour l'application du présent article, que les marchandises transitant sans transbordement, sous pavillon d'un des États contractants, bénéficient des avantages accordés à ce pavillon.

ARTICLE 7:

Il pourra être exceptionnellement, et pour un terme aussi limité que possible, dérogé aux dispositions des articles précédents par des mesures particulières ou générales que chacun des États contractants serait obligé de prendre en cas d'événements graves intéressant la sûreté de l'État ou les intérêts vitaux du pays, étant entendu que le principe de la liberté du transit doit être observé dans toute la mesure du possible.

ARTICLE 8.

Le présent Statut ne fixe pas les droits et les devoirs des belligérants et des neutres en temps de guerre. Néanmoins, il subsistera en temps de guerre dans la mesure compatible avec ces droits et ces devoirs.

position to complete their journey, and to prevent the safety of the routes and means of communication being endangered.

Nothing in this Statute shall affect the measures which one of the Contracting States may feel called upon to take in pursuance of general international Conventions to which it is a party, or which may be concluded hereafter, particularly Conventions concluded under the auspices of the League of Nations, relating to the transit, export or import of particular kinds of articles, such as opium or other dangerous drugs, arms or the produce of fisheries, or in pursuance of general Conventions intended to prevent any infringement of industrial, literary or artistic property, or relating to false marks, false indications of origin, or other methods of unfair competition.

Any haulage service established as a monopoly on waterways used for transit must be so organised as not to hinder the transit of vessels.

ARTICLE 6.

This Statute does not of itself impose on any of the Contracting States a fresh obligation to grant freedom of transit to the nationals and their baggage, or to the flag of a non-Contracting State, nor to the goods, nor to coaching and goods stock or other means of transport coming or entering from, or leaving by, or destined for a non-Contracting State, except when a valid reason is shown for such transit by one of the other Contracting States concerned. It is understood that for the purposes of this Article, goods in transit under the flag of a Contracting State shall, if no transshipment takes place, benefit by the advantages granted to that flag.

ARTICLE 7.

The measures of a general or particular character which a Contracting State is obliged to take in case of an emergency affecting the safety of the State or the vital interests of the country may in exceptional cases, and for as short a period as possible, involve a deviation from the provisions of the above Articles; it being understood that the principle of freedom of transit must be observed to the utmost possible extent.

ARTICLE 8.

This Statute does not prescribe the rights and duties of belligerents and neutrals in time of war. The Statute shall, however, continue in force in time of war so far as such rights and duties permit.

ARTICLE 9.

Le présent Statut n'impose à aucun des États contractants d'obligation qui irait à l'encontre de ses droits et devoirs en tant que Membre de la Société des Nations.

ARTICLE 10.

Les traités, conventions ou accords conclus par les États contractants en matière de transit, avant la date du 1^{er} mai 1921; ne sont pas abrogés par suite de la mise en vigueur du présent Statut.

En raison de cette non-abrogation, les États contractants s'engagent, soit à l'expiration de ces accords, soit dès que les circonstances le rendront possible, à apporter à ceux de ces accords ainsi maintenus, qui contreviendraient aux dispositions du présent Statut, toutes modifications destinées à les mettre en harmonie avec elles, que permettraient les conditions géographiques, économiques ou techniques des pays ou régions qui sont l'objet de ces accords.

Les États contractants s'engagent, en outre, à ne pas conclure, à l'avenir, de traités, conventions ou accords qui seraient contraires aux dispositions du présent Statut et qui ne seraient pas justifiés par des raisons géographiques, économiques ou techniques, motivant des dérogations exceptionnelles.

Les États contractants pourront, par ailleurs, conclure des ententes régionales relatives au transit, en conformité avec les principes du présent Statut.

ARTICLE 11.

Le présent Statut ne comporte aucunement le retrait de facilités plus grandes que celles résultant de ses dispositions et qui auraient été accordées dans des conditions compatibles avec ses principes, aux transports en transit sur le territoire placé sous la souveraineté ou sous l'autorité de l'un quelconque des États contractants. Il ne comporte pas davantage l'interdiction d'en accorder à l'avenir de semblables.

ARTICLE 12.

Conformément à l'article 23 (e) du Pacte de la Société des Nations, tout État contractant qui pourra invoquer valablement contre l'application de l'une quelconque des dispositions du présent Statut, sur tout ou partie de son territoire, une situation économique grave, résultant de dévastations commises sur son sol pendant la guerre de 1914-1918, sera considéré comme dispensé temporairement des obligations résultant de l'application de la dite disposition, étant entendu que le principe de la liberté du transit doit être observé dans toute la mesure possible.

ARTICLE 9.

This Statute does not impose upon a Contracting State any obligations conflicting with its rights and duties as a Member of the League of Nations.

ARTICLE 10.

The coming into force of this Statute will not abrogate treaties, conventions and agreements on questions of transit concluded by Contracting States before the 1st May 1921.

In consideration of such agreements being kept in force, Contracting States undertake, either on the termination of the agreement or when circumstances permit, to introduce into agreements so kept in force which contravene the provisions of this Statute the modifications required to bring them into harmony with such provisions, so far as the geographical, economic or technical circumstances of the countries or areas concerned allow:

Contracting States also undertake not to conclude in future treaties, conventions or agreements which are inconsistent with the provisions of this Statute, except when geographical, economic or technical considerations justify exceptional deviations therefrom.

Furthermore, Contracting States may, in matters of transit, enter into regional understandings consistent with the principles of this Statute.

ARTICLE 11.

This Statute does not entail in any way the withdrawal of facilities which are greater than those provided for in the Statute and have been granted, under conditions consistent with its principles, to traffic in transit across territory under the sovereignty or authority of a Contracting State. The Statute also entails no prohibitions of such grant of greater facilities in the future.

ARTICLE 12.

In conformity with Article 23 (e) of the Covenant of the League of Nations, any Contracting State which can establish a good case against the application of any provision of this Statute in some or all of its territory on the ground of the grave economic situation arising out of the acts of devastation perpetrated on its soil during the war 1914-1918, shall be deemed to be relieved temporarily of the obligations arising from the application of such provision, it being understood that the principle of freedom of transit must be observed to the utmost possible extent.

ARTICLE 13.

A défaut d'entente directe entre, les États, tous différends qui surgiraient entre eux, relativement à l'interprétation ou à l'application du présent Statut, seront portés devant la Cour permanente de Justice internationale, à moins que, par application d'une convention spéciale ou d'une clause générale d'arbitrage, il ne soit procédé à un règlement du différend, soit par arbitrage, soit de toute autre manière.

Le recours sera formé ainsi qu'il est prévu à l'article 40 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale.

Toutefois, afin de régler autant que possible ces différends à l'amiable, les États contractants s'engagent, préalablement à toute instance judiciaire et sous réserve des droits et attributions du Conseil et de l'Assemblée, à soumettre ces différends pour avis consultatif à l'organe qui se trouverait institué par la Société des Nations comme organe consultatif et technique des Membres de la Société, en ce qui concerne les communications et le transit. En cas d'urgence, un avis provisoire pourra recommander toutes mesures provisionnelles, destinées notamment à rendre au libre transit les facilités dont il jouissait avant l'acte ou le fait ayant donné lieu au différend.

ARTICLE 14.

Étant donné qu'il existe à l'intérieur ou sur les frontières mêmes des territoires de certains États contractants, des zones ou enclaves d'une étendue et d'une population très faible par rapport à celle des dits territoires, et qui forment des parties détachées de ceux-ci, ou des établissements appartenant à d'autres États métropoles et que, d'autre part, il est impossible, pour des raisons administratives, d'appliquer les dispositions du présent Statut aux dites zones ou enclaves, il est convenu que ces dispositions ne s'y appliqueront pas.

Il en sera de même, lorsqu'une colonie ou dépendance possède une frontière particulièrement longue par rapport à sa superficie, qui rend, en fait, impossible la surveillance de la douane et de la police.

Toutefois, les États intéressés appliqueront, dans les cas visés ci-dessus, un régime qui, dans la mesure du possible, respectera les principes du présent Statut et qui facilitera le transit et les communications.

ARTICLE 15.

Il est entendu que ce statut ne doit pas être interprété comme réglant en quoi que ce soit les droits et obligations *inter se* de territoires faisant partie ou placés sous la protection d'un même État souverain, que ces territoires, pris individuellement, soient ou non Membres de la Société des Nations.

1017

ARTICLE 13.

Any dispute which may arise as to the interpretation or application of this Statute which is not settled directly between the parties themselves shall be brought before the Permanent Court of International Justice, unless, under a special agreement or a general arbitration provision, steps are taken for the settlement of the dispute by arbitration or some other means.

Proceedings are opened in the manner laid down in Article 40 of the Statute of the Permanent Court of International Justice

In order to settle such disputes, however, in a friendly way as far as possible, the Contracting States undertake, before resorting to any judicial proceedings and without prejudice to the powers and right of action of the Council and of the Assembly, to submit such disputes for an opinion to any body established by the League of Nations, as the advisory and technical organisation of the Members of the League in matters of communications and transit. In urgent cases, a preliminary opinion may recommend temporary measures intended, in particular, to restore the facilities for freedom of transit which existed before the act or occurrence which gave rise to the dispute.

ARTICLE 14.

In view of the fact that within or immediately adjacent to the territory of some of the Contracting States there are areas or enclaves, small in extent and population in comparison with such territories, and that these areas or enclaves form detached portions or settlements of other parent States, and that it is impracticable for reasons of an administrative order to apply to them the provisions of this Statute, it is agreed that these provisions shall not apply to them.

The same stipulation applies where a colony or dependency has a very long frontier in comparison with its surface and where in consequence it is practically impossible to afford the necessary Customs and police supervision.

The States concerned, however, will apply in the cases referred to above a regime which will respect the principles of the present Statute and facilitate transit and communications as far as practicable.

ARTICLE 15.

It is understood that this Statute must not be interpreted as regulating in any way rights and obligations *inter se* of territories forming part or placed under the protection of the same sovereign State, whether or not these territories are individually Members of the League of Nations.

NOTE.

Ratifications deposited.

British Empire*	...	...	...	} Aug. 2, 1922.
New Zealand	...	...	...
India	...	...	...
Bulgaria	
Denmark	...	...	...	Nov. 13, 1922.
Finland	...	...	...	Jan. 29, 1922.
Italy	...	...	...	Aug. 5, 1922.
Latvia	...	...	...	Sept. 29, 1923.
Norway	...	...	...	Sept. 4, 1923.
Roumania	...	...	...	Sept. 5, 1923.

Accessions.

Federated Malay States	...	...	Sept. 2, 1923.
Unfederated Malay States	...	...	Sept. 2, 1923.

Foreign Office, September 1923.

* Deemed to apply to Newfoundland, but not to Canada, South Africa or Australia.